

Réponse du CLEEE à la consultation n°2019-011 de la CRE du 23 mai 2019 relative à la structure du prochain « TURPE 6 »

Question 1 : Êtes-vous favorable aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 ?

Tout à fait. Nous vous remercions pour la clarté de l'exposé. Nous pensons également que le pilotage de la pointe de consommation va devenir essentiel à mesure que les usages se décentralisent et se diversifient, tant en injection qu'en soutirage, notamment avec les véhicules électriques.

Nous attirons tout particulièrement votre attention sur un point que vous avez mentionné, qui est celui de la lisibilité / simplicité : le signal tarifaire doit être à la fois simple et suffisamment différenciant d'un point de vue financier pour inciter l'utilisateur à en tenir compte : de ce point de vue, nous ne sommes pas du tout surpris du peu de souscription des options Turpe pointe mobile dont l'intérêt financier était très limité, pour des clients qui avaient été habitués à l'EJP par exemple.

Question 2 : Partagez-vous les enjeux liés à la tarification au coût marginal, à la tarification de l'injection et à la généralisation des tarifs horo-saisonnalisés, identifiés par la CRE pour l'élaboration de la structure du TURPE ?

En théorie nous partageons votre approche de la tarification au coût marginal. Toutefois bon nombre des nouveaux investissements auront d'autres causes et doivent être portés de manière plus équilibrées : investissements liés aux injections décentralisées, investissements dans les SI (projets Linky, IP, ...) par exemple.

D'autre part vous avez souligné l'importance de ne pas trop déséquilibrer les factures des consommateurs de pointe qui n'ont que peu d'élasticité prix à court terme.

Nous sommes donc favorables à cette approche mais avec une progressivité suffisante. Ainsi la généralisation de la tarification 4 postes est cohérente mais le Turpe 6 doit rester mesuré dans la vitesse de différenciation. C'est d'ailleurs ce que vous proposez plus loin.

Question 3 : Etes-vous favorable au maintien du découpage du TURPE en différentes composantes (comptage, gestion, soutirage, injection, etc.) ?

Oui tout à fait

Question 4 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant l'augmentation du niveau de la composante de gestion des utilisateurs raccordés au réseau de transport, et le maintien du niveau général de la composante de gestion des utilisateurs raccordés au réseau de distribution hors cas particulier de la composante de gestion payée par les autoproduiteurs ?

Oui

Question 5 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle, en distribution, les évolutions des technologies de comptage nécessitent une baisse du niveau de la composante de comptage ?

CLEEE

Nous ne disposons pas d'éléments chiffrés mais l'une des raisons d'être du déploiement des nouvelles solutions de comptage était précisément le gain d'efficacité. Nous sommes donc satisfaits des chiffres annoncés par la CRE et pensons que, le moment venu, une communication spécifique à ce sujet pourra être appropriée.

Question 6 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de ne pas modifier la forme générale des grilles ?

En HTA et BT>36, la forme des grilles (2 versions tarifaires, 4 postes en BT et 5 postes en HTA) nous semble adaptée, mise à part l'option pointe mobile que le très faible degré de différenciation rend sans intérêt réel pour les consommateurs.

Nous aurions aimé voir des fournisseurs nous proposer, sur ces segments, des offres packagées reproduisant plus ou moins un mécanisme de type EJP, intégrant l'option Turpe pointe mobile et la valorisation d'un effacement partiel implicite les jours PP1.

Hélas, pour le moment, les fournisseurs en sont globalement tous restés à des offres classiques et peu différenciées sur ces segments de marché.

En BT<36, il existe 5 grilles, ce qui nous semble inutilement complexe. Nous aimerions que la CRE étudie la faisabilité de réduire quelque peu le nombre de grilles sur ce segment.

Question 7 : Êtes-vous favorable au principe d'une généralisation des options tarifaires à 4 plages temporelles ?

Nous sommes tout à fait en phase avec vos préconisations.

Question 8 : Quel devrait selon vous en être le calendrier de la généralisation des options à 4 plages temporelles ?

Question 9 : Que pensez-vous des modalités de transition envisagées par la CRE ?

Le calendrier de déploiement des options à 4 plages tarifaires est en effet corrélé au rythme de déploiement de Linky. Nos demandes de simplification des grilles tarifaires BT<36 (réponse 6) et tout à la fois de progressivité de l'augmentation du prix (réponse 2) nécessitent un rythme de suppression des options SDT adapté. Nous approuvons le calendrier que vous proposez.

Question 10 : Selon vous, comment devrait être traité le cas des utilisateurs ne disposant pas d'un compteur évolué à l'horizon TURPE 7 ?

Nous approuvons la préconisation de la CRE qui différencie le cas des utilisateurs non équipés de leur fait et ceux non équipés pour d'autres raisons. Il serait en effet choquant de faire supporter à la collectivité les conséquences de choix délibérés de certaines personnes. Encore faudra-t-il pouvoir les différencier, le jeu des déménagements pouvant conduire des utilisateurs à ne pas disposer de Linky pour des raisons liées aux choix de leurs prédécesseurs dans l'habitation.

Question 11 : Êtes-vous favorable à la suppression ou au maintien de l'option HTA à pointe mobile ?

Nous avons alerté la CRE avant la mise en place de cette option du fait qu'elle serait peu souscrite, le gain potentiel étant minime pour les utilisateurs. Dès lors, deux possibilités : supprimer l'option ou, si

CLEEE

le choix est fait de la maintenir, la rendre plus différenciante (coûts plus élevés en pointe mobile, économies supérieures sur les autres postes).

Question 12 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle l'introduction en basse tension ≤ 36 kVA d'une option « pointe mobile » et d'une option « semaine/week-end » n'est pas justifiée ?

Nous sommes en phase avec votre préconisation très argumentée.

Question 13 : Êtes-vous favorable à l'introduction de dénivelés de puissance en basse tension ≤ 36 kVA, et selon quelles modalités ? Si vous êtes fournisseur, envisageriez-vous d'utiliser ces dénivelés dans la construction de vos offres tarifaires ?

Nous sommes réservés sur cette proposition qui nous semble complexe au regard du nombre d'utilisateurs BT<36 qui pourraient être amenés à y souscrire. Si la CRE se décidait à aller dans ce sens, il est vraiment important qu'elle le fasse après avoir acquis la conviction que cela présente un vrai gain global pour la collectivité, et notamment après avoir identifié et quantifié les catégories d'utilisateurs potentiellement intéressés.

Question 14 : Êtes-vous favorable à donner à RTE la possibilité de modifier localement le positionnement des heures creuses en HTB ?

Question 15 : Êtes-vous favorable à donner à RTE la possibilité de modifier localement le positionnement de 61 jours de saison haute en HTB ?

Nous ne sommes pas opposés à cette possibilité. En revanche, il nous semble essentiel d'améliorer la communication à ce sujet.

Si les sites en HTA et BT>36 sont en général informés individuellement du positionnement des heures de pointe, les consommateurs gestionnaires multi-sites doivent également avoir accès à cette information, par exemple sous forme d'un fichier envoyé par Enedis ou facilement disponible sur son site, et qui précise, par région / commune..., le positionnement des heures de pointe et, à l'avenir, des jours haute / basse saison (l'info figure bien dans SGE mais le gestionnaire multi-site moyen n'est pas nécessairement un expert de SGE).

En l'absence de communication adaptée, cette disposition (que ce soit en BT, en HTA ou en HTB) serait sans grande utilité.

Question 16 : Êtes-vous favorable à une expérimentation portant sur le regroupement de points de livraison en basse tension pour faciliter le déploiement du véhicule électrique dans l'habitat collectif ?

Avis très favorable.

Question 17 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de supprimer la composante d'absorption de puissance réactive pour les installations de production non régulées en tension et raccordées dans le domaine de tension BT > 36 kVA ?

Avis favorable

Question 18 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la nécessité de s'interroger à nouveau sur l'opportunité d'une tarification de l'injection ?

CLEEE

Oui, cette interrogation nous semble tout à fait nécessaire dans la perspective d'un fort développement de l'injection décentralisée et afin de maîtriser l'impact global sur les factures des consommateurs.

Question 19 : Êtes-vous favorable à l'introduction d'un tarif d'injection, centré en zéro, reflétant les effets positifs et négatifs induits par les injections sur les coûts d'infrastructure de réseaux ?

Avis favorable, le niveau de différenciation devant progressivement devenir suffisamment incitatif pour réellement impacter les décisions d'investissement.

Question 20 : Que pensez-vous, sous réserve de résultats probants dans le cadre des études en cours, de l'introduction de tarifs d'injection différenciés géographiquement et temporellement pour les producteurs raccordés aux domaines de tension HTB reflétant la contribution des injections aux coûts des pertes ?

Question 21 : Que pensez-vous, sous réserve de résultats probants dans le cadre des études en cours, de l'introduction de tarifs d'injection différenciés géographiquement et temporellement pour les producteurs raccordés au domaine de tension HTA reflétant la contribution des injections aux coûts des pertes ?

Sans opinion

Question 22 : Que pensez-vous de la possibilité de faire porter aux producteurs une partie du coût de constitution des réserves au travers du tarif d'injection si cela permet d'en réduire le coût global ? Le cas échéant, que pensez-vous des modalités envisagées par la CRE vis-à-vis de la prise en compte de ce coût dans le tarif d'injection ?

Avis favorable sur le principe